Financements

Cette note est rédigée dans un objectif de simplification. Elle est donc générale, et peut ne pas s'appliquer aux cas particuliers. Elle est également fondée sur le droit et la jurisprudence en vigueur au moment de sa rédaction. Elle pourrait donc être affectée par des évolutions futures et de ce fait, ne plus être adaptée. Enfin, elle n'a pas vocation à être communiquée, ni à être rendu publique sans accord préalable de la Direction du Secrétariat Général. Nous vous conseillons de contacter SVP ou la cellule ingénierie en cas de besoin.

Synthèse :

Les personnes morales de droit public ne peuvent participer au financement de la campagne électorale d'un candidat, ni en lui consentant des dons sous quelque forme que ce soit, ni en lui fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués.

En matière de financements le principe posé par l'article L. 52-8 alinéa 2 du Code électoral est l'interdiction de participer financièrement à la campagne électorale d'un candidat. Il en résulte qu'une personne publique ne peut :

- Ni consentir des dons,
- Ni fournir des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués,
- Ni consentir un prêt,
- Ni apporter une garantie sur un prêt.

En période pré-électorale (à compter du 1^{er} septembre 2025), le contrôle de cette règle s'accroît.

Cette interdiction nourrit, en partie, l'interdiction de propagande pour le compte d'un candidat par les moyens communaux. Elle en reprend donc, en partie les critères d'analyse. La question qu'il convient de se poser c'est de savoir si les moyens communaux bénéficient au candidat ou à la commune. Ainsi, sont considérées comme des financements :

- La distribution par la commune à des jeunes de la ville de places pour des matches de football présentée comme résultant de l'action personnelle du maire (CE, 16 juill. 2021, n° 451050) ;
- La confection par la commune d'un jeu d'étiquettes destiné à l'acheminement de la propagande électorale de la liste du maire sortant (CE, 20 janv. 2002, n° 236583) ;
- L'impression et la diffusion financées par la commune d'une lettre présentant le caractère d'un document de propagande électorale (CE, 24 oct. 2001, n° 230441) ;

- L'utilisation de clichés photographiques appartenant à la mairie et sur lesquels celle-ci dispose d'un droit de propriété intellectuelle donnant lieu en principe à rémunération (CE, 13 mai 2015, n° 385948, élect. mun. Woippy).

Concernant le prêt de salles municipales :

L'article L. 2144-3 du CGCT prévoit la possibilité de prêter des locaux municipaux aux associations politiques. Il s'agit donc d'une fourniture de service possible au sens de l'article L. 58-2 du Code électoral. De plus, le refus de prêter un local à une association ne peut être fondé sur le caractère politique¹ ou sur la nature des idées².

Concernant la mise à disposition de salles municipales pour l'organisation de réunions publiques. Il appartient à la commune de prévoir la mise à disposition une salle pour des réunions organisées par les partis politiques et dans quelles conditions cette possibilité est ouverte. Le refus ne peut relever que de raisons relevant du maintien de l'ordre public et de nécessité d'administration de la propriété publique³. Le délai de réponse de la commune ne doit pas paraître excessif et de nature à empêcher la tenue de l'évènement⁴.

Il est possible pour une commune de mettre à disposition des candidats, des salles pour l'organisation de réunions. Toutefois, dans ce cas, elle devra démontrer que les listes adverses auraient pu bénéficier de la mise à disposition à titre gratuit de ces mêmes salles.

Les sanctions encourues

- **Pénale** : Violation de l'interdiction de participer au financement d'une campagne électorale (article L.52-8 du Code électoral) : 45 000 € d'amende et 3 ans d'emprisonnement (article L. 113-1 du même code). Cette sanction est applicable autant au candidat qu'à l'auteur du don,
- **Électorale** : une fois l'irrégularité caractérisée, le juge électoral apprécie si elle a été de nature **à altérer la sincérité du scrutin et s'il y a un écart faible entre les voix obtenues par les candidats** (CE, 5 juin, 1996, Elections municipales de Morhange, n°173642). Si tel est le cas, le scrutin peut être annulé ou rectifié (il s'agit de retrancher des voix),
- **Financière** : les articles L.52-4 et suivants du Code électoral règle le financement des élections. Il existe un risque de requalification des dépenses en cas de dons ou de promotion publicitaire et ainsi de leur intégration dans le compte de campagne. Cela peut amener à un dépassement du plafond des dépenses électorales. La Commission Nationale des Comptes de Campagne et des Financements Politiques (CNCCFP) pourra décider de rejeter le compte

¹ Conseil d'Etat, Sous-sections 3 et 5 réunies, 30 Avril 1997 - n° 157115.

² Conseil d'Etat, Sous-sections 3 et 5 réunies, du 15 mars 1996, 137376.

³ CE, ordonnance en référé, 19 août 2002, Front national et IFOREL.

⁴ Conseil d'État, 3e chambre, 13 Juillet 2021 – n° 445780

de campagne et de saisir le juge de l'élection, qui pourra déclarer le candidat inéligible pour 3 ans maximum. Le candidat pourra également se voir refuser le remboursement de ses dépenses de campagne par l'État.